

Les classes moyennes et l'espace

Avec Catherine Bidou et Edmond Preteceille

1/ Présentation du thème : les classes moyennes et l'espace (par Anaïs Collet)

- Les classes moyennes sont depuis le début des années 2000 de retour dans l'actualité des sciences sociales : cf le n° d' *1850 Education et sociétés* en 2004 ; le n° de *Carnets de bord* en 2006 ; livre de Lojkine ; celui de Chauvel ; et même des numéros spéciaux de revues (*Le Nouvel Obs*, *Le point...* etc.)
- Paradoxalement, cela va de pair avec une remontée du succès des analyses en termes de classes sociales ou de rapports sociaux de classes, notamment pour expliquer des inégalités dont on a bien constaté qu'elles sont toujours réelles malgré la « moyennisation » (très nombreux articles de Louis Chauvel, à la suite de son livre *Le destin des générations* ; ouvrage dirigé par Bouffartigue ; etc.).
- « Paradoxalement », car jusqu'à la fin des années 70, les analyses en termes de classes sociales, structurées par l'héritage marxiste en France, avaient du mal à faire une place aux classes moyenne ; et lorsque celles-ci ont enfin vraiment émergé et que les analyses à son propos ont commencé à s'étoffer, elles ont été « rattrapées » par une marginalisation générale de la sociologie des classes sociales, comme si l'une avait étouffé l'autre thèses annonçant la fin de la société de classes, reposant sur le constat d'une progression lente mais spectaculaire des classes moyennes, la « moyennisation » désignant ce nivellement croissant des conditions sociales, économiques et culturelles d'existence]. Et « paradoxalement » car aujourd'hui ce sont les classes moyennes qui sont les plus présentes dans le regain des analyses en termes de classes sociales, alors même que leur définition est subordonnée aux deux autres (classe intermédiaire) et reste floue.
- Mais pourquoi les classes moyennes et l'espace ?
 - o d'abord parce que c'est l'axe principal de notre labo junior : les relations sociales dans l'espace, les relations sociales à l'espace – et particulièrement l'espace habité
 - o ensuite parce que les travaux qui ont profondément ébranlé l'analyse d'inspiration marxiste des classes sociales et qui ont dessiné les contours d'une (ou de plusieurs) classes moyennes dans les années 70-80 étaient – de fait – des travaux qui se penchaient en particulier sur leur inscription dans l'espace résidentiel – plus que dans l'espace du travail par exemple ; la politique locale et les investissements associatifs locaux étaient par exemple des aspects importants de ces études, non sans lien avec l'idéologie de 68 et la montée d'une gauche qui ne pouvait prendre le pouvoir que localement jusqu'à 81.
 - o enfin, le retour récent à l'analyse des classes moyennes se fait beaucoup par 2 entrées « spatiales » : les espaces résidentiels d'une part, avec notamment la thématique de la « sécession urbaine » (qu'elle soit généralisée à tous les échelons sociaux selon Maurin, ou qu'elle soit particulièrement le fait des classes moyennes périurbaines selon Jaillet et Donzelot) ; d'autre part, la thématique de l'accès aux équipements scolaires et de l'éviterment scolaire, pour les classes moyennes qui sont encore en ville dense – et en particulier celles qui « gentrifient ».

- Questionnement et déroulement de la séance :
 - o On est malgré tout souvent en peine de savoir précisément de qui on parle quand on parle des classes moyennes : on est passé de « la constellation centrale », avec ses galaxies (les citer) à une « nébuleuse » ; le pluriel demeure ; parfois des définitions plus précises mais alors aux contours très larges – cf par ex emple Chauvel qui, dans *Les classes moyennes à la dérive*, identifie 3 classes moyennes, donne une définition par les revenus très extensive.
 - o que privilégier pour définir les classes moyennes : les revenus ? les PCS et la situation d'emploi ? le système de valeurs (pas bourgeois, pas populaire) ? les pratiques culturelles ?
 - o est-ce que leurs choix résidentiels et leurs « rapports résidentiels », pour reprendre la notion de JYA, sont un élément important pour les définir ? inversement, est-ce que leur contribution aux évolutions des différenciations sociales de l'espace urbain sont particulières, et significatives ?

C'est la question que nous avons posée à nos invités. Ils vont y répondre chacun à leur manière puis nous aurons un temps pour les questions et le débat.

Si on a le temps et que ça paraît pouvoir être fructueux, je présenterai ce qui, dans mon travail de thèse, rejoint ces questions et ce que mes enquêtes me suggèrent comme éléments de réponse.

2/ Les invités :

Catherine Bidou-Zachariassen est directrice de recherche au CNRS et directrice de l'IRISES, Institut de Recherche Interdisciplinaire en Sociologie, Economie, Science politique rattaché à l'Université Paris-Dauphine.

Elle travaille depuis plus de vingt ans sur le thème des classes sociales et de leurs rapports à l'espace, avec notamment un ouvrage qui a fait date sur les classes moyennes, *Les Aventuriers du quotidien, essai sur les nouvelles classes moyennes*, Paris PUF, 1984, dans lequel elle a analysé les « nouvelles couches moyennes salariées », qu'elle avait contribué à définir l'année précédente dans un travail collectif, en menant des enquêtes par observation et entretiens dans le quartier Aligre à Paris et dans le périurbain de Blois, de Brest et de Montpellier.

Avec ce travail, puis un travail sur la réhabilitation du centre historique d'Amiens (« La prise en compte de l'effet de territoire dans l'analyse des quartiers urbains », *Revue Française de Sociologie* XXXVIII, 1, 1997), elle a largement participé au développement de la recherche française sur la gentrification, sans toutefois reprendre d'emblée ce terme, et tout en étant consciente des différences entre les situations françaises et les réalités du monde anglo-saxon. L'ouverture à des perspectives internationales sur le sujet s'est d'ailleurs faite au-delà du monde anglo-saxon avec la publication de *Retours en ville, des processus de « gentrification » urbaine aux politiques de « revitalisation des centres »* (dir.) Paris, Editions Descartes et Compagnie, 2003, où des cas de différents continents sont exposés. Sur le sujet des classes moyennes, de leurs définitions et de leurs rapports à l'espace, il faut retenir en particulier *Les aventuriers du quotidien, Retours en ville*, mais aussi deux articles bien utiles :

- « Les classes moyennes : définitions, travaux et controverses », *Education et Sociétés*, n° 14, 2004-2, qui présente un panorama des diverses définitions des classes moyennes dans la sociologie française et britannique,

- et pour un « focus » sur les classes moyennes dans la sociologie britannique, « A propos de la service class », les classes moyennes dans la sociologie britannique, *Revue Française de Sociologie*, 41-4, 2000, (777-796)

Enfin, ce travail continue à évoluer et à '88 s'enrichir avec le travail de terrain récent sur le

quartier Sainte-Marthe à Paris, dont elle rend compte dans le texte qu'elle a bien voulu nous passer. L'enquête, comme dans *Les aventuriers du quotidien*, est surtout menée à partir d'entretiens et d'observations régulières dans ce tout petit quartier, ce qui permet de broser des portraits de certaines fractions des classes moyennes à travers leurs rapports à l'espace du logement et du quartier

Edmond Préteceille est également directeur de recherche au CNRS, à l'Observatoire Sociologique du Changement rattaché à Sciences-Po Paris. Il travaille depuis longtemps sur la division sociale de l'espace, notamment en Ile-de-France.

Ses premiers travaux portaient notamment sur la ségrégation et l'inégal accès aux équipements.

cf 1986, *Ségrégation urbaine. Classes sociales et équipements collectifs en région parisienne*.

Paris: Éditions Anthropos. (avec M. Pinçon-Charlot et P. Rendu).

Actualisé « Division sociale et inégalités urbaines. Ségrégation et équipements à Paris et en Île-de-France », *Projet*, n° 34, 2003

Le travail de mesure de la ségrégation et de son évolution l'a amené à élaborer une typologie socioprofessionnelle des quartiers (Iris) de la métropole parisienne en 1999 et une typologie des changements de profil de ces mêmes quartiers entre 1982 et 1990, ce qui permet de dresser un portrait de la distribution des groupes sociaux dans l'espace et de ses évolutions.

2003, *La division sociale de l'espace francilien. Typologie socioprofessionnelle 1999 et transformations de l'espace résidentiel 1990-99*, Rapport OSC.

2006, « La ségrégation sociale a-t-elle augmenté ? », *Sociétés contemporaines*, n° 62

Il a donc développé une méthode de travail à partir des stats de l'INSEE totalement adaptée aux problématiques qu'il aborde (plusieurs publications où il l'expose).

Cela lui permet aussi d'entreprendre des comparaisons internationales entre grandes métropoles (leurs structures et leurs transformations économiques et sociales, avec une attention particulière pour les processus de globalisation).

De façon plus large, il s'intéresse à l'inscription des rapports entre groupes sociaux dans les espaces urbains, et récemment plus particulièrement sur les classes moyennes et en particulier sur la gentrification avec l'article très récent - qu'il nous a suggéré de lire pour cette séance – sur l'importance ou non des processus de gentrification dans l'agglomération parisienne.

2003, Rapport avec Oberti, *Les classes moyennes dans la ségrégation sociale* arnsid2779419 , et article « Les classes moyennes et la ségrégation urbaine », *Éducation et sociétés*, n° 14, 2004

2007, « Is gentrification a useful paradigm to analyse social changes in the Paris metropolis? », *Environment and Planning A*, vol. 39, n° 1, p. 10-31.

Il est donc expert dans la mesure de la distribution des groupes sociaux dans l'espace et, a fortiori, dans l'usage des catégories socioprofessionnelles pour la mesure des phénomènes sociaux.

2002, "Enjeux et usages des catégories socioprofessionnelles en Europe". *Sociétés Contemporaines*, 45-46

La question que nous avons souhaité leur poser :

L'idée générale est d'articuler l'étude des classes sociales et de leurs rapports à l'espace en interrogeant en particulier **le rôle de l'espace dans la définition des classes moyennes**.

L'idée est aussi d'éclairer l'évolution de ces rapports au cours des dernières décennies, à la lumière de vos travaux.

3/ Exposé d'Edmond Préteceille

- Les classes moyennes dans les travaux des 70s. Les travaux sur la division sociale de l'espace ont commencé à voir le jour dans les années 1970. Mais à cette époque, peu d'études portaient sur les classes moyennes car les sciences sociales françaises s'inscrivaient dans une tradition marxiste classique de système de classe bipolaire. La question à l'époque était en fait surtout de déterminer si les classes moyennes appartenaient aux classes supérieures ou aux classes populaires.

Cf : travaux de Goldthorpe, *L'ouvrier de l'abondance*, Où il répond par la négative à l'hypothèse d'une fusion des ouvriers dans la classe moyenne.

- Dans ce débat des années 70 sur les classes moyennes, on peut dire a posteriori que des choix implicites et idéologiques, des énoncés politiques ont beaucoup influencé les réflexions sociologiques. Ainsi, à l'époque, les catégories moyennes sont de plus en plus visibles dans les mobilisations syndicales et la gauche multiplie les discours pour rallier les classes moyennes (ex : dans les ent reprises, la CGT avait une section Ingénieurs-techniciens-cadres qui était un enjeu). Pour le PC, la classe dominante est réduite au pouvoir d'Etat. Avec le développement de la recherche et de la technologie, pointait alors une réflexion sur la division du travail dans l'entreprise ; mais pas de vision autre que la réfutation de la thèse de la moyennisation.

Cf : Poulantzas, *Les classes sociales dans le capitalisme contemporain*. Tranche a priori en classant les classes moyennes dans la petite bourgeoisie

- Préteceille a travaillé pendant 10 ans sur les politiques locales et les effets de la décentralisation. Il travaille alors sur les inégalités liées aux politiques municipales. Il s'est alors rendu compte que pour comprendre les politiques locales, il fallait comprendre les caractéristiques de chaque société locale ; l'évolution des structures sociales locales était insuffisamment analysée pour travailler sur les effets des politiques. Il se lance donc dans un travail beaucoup plus systématique sur la division sociale de l'espace. Parallèlement, au milieu des années 1980, il est choqué par les discours de plus en plus schématiques et dualistes de l'évolution des grandes villes qui sont en contradiction avec ses propres résultats et observations. Il se lance alors dans des études comparatives internationales des grandes métropoles.

- Le débat sur les métropoles : les analyses en termes de dualisation

- The Global City*, (1991), Saskia Sassen

= étude portant sur New York, Londres et Tokyo

Constitue un point d'orgue d'un débat né dans les années 70s sur l'apparition d'un nouveau type de ville où l'activité économique est dominée par des activités à dimension internationale (tourisme, établissements financier...)

- Dual City*, Manuel Castells et Mollenkopf

Si le titre suggère l'idée d'une bipolarisation, le livre et sa conclusion montrent nettement que NY n'est pas une ville duale.

Ces ouvrages renouent de façon novatrice avec la problématique néo-marxiste de la fin des années 60s-début des années 70s. Correspond à une approche d'économie politique à la David Harvey : faire de la transformation du système économique et des rapports de production une clé majeure de la compréhension de l'évolution du système urbain.

- *Apport de S. Sassen : son étude très fouillée du noyau de cette économie : l'économie financière et les services avancés aux entreprises.*

Sa thèse : cette transformation économique produit une transformation spatiale et sociale ; l'économie globalisée produit une dualisation sociale. Développement d'une société en sablier : croissance forte des cadres très supérieurs et, parallèlement, croissance forte d'un nouveau prolétariat précaire au service des plus riches dans les entreprises et dans la consommation urbaine (restauration, commerces...). Conséquemment il y a rétrécissement voire disparition de la classe moyenne. Pour Sassen, les classes moyennes sont le produit de l'économie fordiste avec des salariés, qualifiés, bien payés, stables, avec un haut niveau de consommation ; la classe moyenne est caractéristique du régime d'accumulation fordiste. Notamment, le système d'avantages salariaux qui y prévalait n'aurait pas de sens dans la nouvelle économie globalisée, le rétrécissement des chaînes de commandement entraîne la diminution des salaires intermédiaires.

Conséquence sur l'organisation de l'espace : l'organisation de l'espace résidentiel étant pensé dans une logique de marché, les inégalités de revenu se traduisent en inégalités résidentielles donc en ségrégation.

Cette théorie a donné lieu à beaucoup de débats et de comparaisons avec d'autres villes.

- Réponse de Préteceille sur le modèle de la ville globale :

son travail à lui : a conduit différentes recherches comparatives sur d'autres métropoles dans des groupes de recherche

- à Paris et en Ile-de-France, la thèse de Sassen ne fonctionne pas :
- croissance marquée des Cadres et Professions Intellectuelles Supérieures
- croissance numérique et en % des classes moyennes (résultat robuste, même en changeant la définition et les frontières des classes moyennes)
- stabilité en effectifs et léger recul en poids des classes populaires, même si on observe une mutation des emplois proche de la thèse de *The Global City*, du prolétariat ouvrier au personnels de service. Par rapport à Londres et New York, l'économie industrielle y reste moins marginale (armement, aéronautique, automobile, NTIC : il y a de la production industrielle en Ile-de-France) et demeure encore importante. Tokyo partage cette caractéristique avec Paris puisque la fonction industrielle y reste importante.

Correspond seulement en certains points avec le modèle de la ville globale.

Article dans *Sociétés Contemporaines* en 1995, « Structure des emplois dans les entreprises par secteurs » : montre que les secteurs financiers et les services avancés aux entreprises et l'infrastructure de cette économie globalisée est bien le secteur le plus dynamique en création d'emplois, mais reste très minoritaire : représente 15 à 20% des emplois parisiens ; il y a donc beaucoup d'autres secteurs non résiduels.

- 2e divergence : le rôle de l'économie publique

Chez Sassen, le modèle est a-étatique et totalement libéral. Or à New York comme à Londres, le poids de l'Etat est important (notamment à travers l'importance du logement social) ; à Tokyo encore plus (l'emploi public a augmenté dans les 15 dernières années en Grande-Bretagne).

A Paris, l'économie publique, c'est-à-dire les grands services d'enseignement, de santé, de recherche... sont un secteur majeur, ni en forte croissance ni en net recul depuis les années 1980. Donc les classes moyennes, loin d'être un élément résiduel de l'économie fordiste, restent des catégories en extension et sont probablement un enjeu important dans l'économie urbaine de l'Ile-de-France.

- Schème de la dualisation reste très prégnant aujourd'hui malgré l'absence de vérification de cette thèse. Cf Alain Lipietz dans *La société en sablier* où il cherche à prouver

l'existence d'une société en sablier alors même que ses données montrent le contraire. La prégnance du schème de la dualisation spatiale, combinée aux effets de la demande publique sur la « politique de la ville », ont donné lieu en sociologie à une sorte de « paupérologie » : gros déséquilibre de la production et des représentations en sciences sociales : prolifération de monographies sur des quartiers en difficulté ; peu de comparatisme ; quelques travaux sur l'évolution des centres, mais peu nombreux ; rien sur les autres espaces. Cela produit l'impression que la thèse de la ville duale se confirme puisqu'on se focalise sur des espaces spécifiques. C'est pour cette raison que Préteceille a souhaité retourner vers des études systématiques de la répartition des classes sociales dans l'ensemble des types d'espaces.

- La typologie des espaces de Préteceille :

Dans ses travaux, il a plus ou moins repris l'approche méthodologique de Nicole Tabard en l'adaptant (Tabard avait procédé un peu autrement car s'intéressait à la structure de l'économie, donc avait croisé CSP et secteurs d'activité). Il a utilisé la catégorisation des PCS en 31 postes en la croisant avec la position sur le marché du travail (chômeur/actif occupé ; précarité de l'emploi) car la catégorisation en PCS a l'inconvénient de ne pas prendre en compte le chômage de longue durée.

Limite du RP pour les études spatiales : enquête au 1/4, échantillon limité pour le spatial fin (le traitement exhaustif est fait seulement pour les données démographie et logement).

Rq : faire le choix des PCS détaillées est une manière de ne pas trancher la question de la délimitation des classes moyennes. C'est une approche exploratoire : y a-t-il constitution d'un groupe spatial à travers des proximités spatiales ?

□ Les résultats pour 2006 :

> la ségrégation la plus forte est celle des **classes supérieures**. Cette auto-ségrégation est très probablement le point de départ de la chaîne de tri qui aboutit à la concentration des plus pauvres

> les **quartiers pauvres** existent en effet : un sous-ensemble caractérisé par une concentration supérieure à la moyenne de chômeurs et de précaires. Mais cet univers est moins important qu'on le dit et ne peut être pris comme représentatif des quartiers populaires.

> Il n'y a qu'une minorité d'ouvriers qui vivent dans des espaces très ouvriers : Préteceille identifie 4 **types d'espaces ouvriers populaires (O)** ; mais il n'y a qu'une minorité des ouvriers qui habitent dans ces espaces O. La majorité des ouvriers habitent dans d'autres types d'espaces. Les caricatures et la dramatisation, des acteurs y ont intérêt pour défendre leur cause ; mais le sociologue a la responsabilité de nuancer ; de plus, ces représentations ont un impact sur le choix des solutions ; or les solutions liées à ce fantasme sont inadaptées à la réalité.

> les **classes moyennes** (noyau central de cette catégorie = professions intermédiaires) : elles **sont les catégories les moins ségréguées** (avec les employés).

> les **quartiers moyens mélangés (M)** sont les plus importants dans la structure urbaine en termes de nombre d'actifs (les quartiers M regroupent 45% de la population active de la métropole parisienne) mais ce sont des quartiers peu étudiés (car peu de contrastes) alors même qu'ils sont fondamentaux dans les mécanismes de ségrégation : **c'est dans la dynamique des flux de ces espaces que se joue la recomposition globale.**

> les classes moyennes ont des comportements urbains assez variés. La PCS 35 « professions de l'information, des arts et spectacles » est la PCS la plus ségréguée, très différente des autres, avec des localisations très centrales

> dans l'analyse factorielle, le premier facteur reste l'opposition cadres sup. / ouvrier, les emplois étant plus diffus (dans la métropole la plus tertiaire de France...)

> l'opposition public / privé est le troisième facteur, c'est un facteur important. Dans CS supérieures, il y a seulement deux catégories qui voient leur indice de ségrégation augmenter : les cadres commerciaux et techniques d'entreprise. En tendance, il y a une divergence entre les cadres d'entreprise et les cadres du public qui eux se rapprochent des classes moyennes. On retrouve la même scission au sein des professions intermédiaires entre secteur privé et secteur public, avec les PI des entreprises qui s'éloignent un peu plus des ouvriers

> concernant les immigrés : la ségrégation des immigrés diminue (à part les Turcs) ; l'indice de dissimilarité entre les immigrés et les différentes CS est à peu près le même que celui des ouvriers.

□ Débats internationaux sur les catégories :

> rq : sur la qualité de l'instrument PCS français : on obtient des résultats simples et évidents en France grâce aux PCS. Si on ne prenait que le revenu comme critère, on mélange des catégories qui n'ont rien à voir¹ (qualifiés du public avec peu qualifiés du privé).

> Hamnett a pu, récemment, mener une étude plus détaillée car les catégories ont été réformées ; cela lui permet de voir qu'il y a un glissement vers le haut de la structure, que les classes moyennes augmentent *si on peut les repérer*.

> Sur les classification internationale EGP – Ericson Goldthorpe Portocarero : elle est plus détaillée aux deux extrêmes qu'au milieu. Cela entraîne des énoncés faux car on manque d'outils. Il y a donc là un enjeu.

□ Pistes à suivre sur les classes moyennes :

> Par rapport au modèle néo-marxiste et à S. Sassen : P. est d'accord que les transformations des rapports d'emploi, les rapports salariaux, les rapports de qualification restent essentiels pour la logique des transformations résidentielles il y a un déficit de recherche de ce côté sur les classes moyennes. Il faudrait **davantage croiser des données sur ce qu'il se passe dans les avec les données résidentielles et culturelles** – qui sont principalement exploitées. Ainsi, en Ile de France, les classes moyennes occupent une position de plus en plus centrale dans la production de richesse (similaire à celle des ouvriers dans l'industrie). Ne correspond plus à la représentation classique des classes moyennes comme petite bourgeoisie, échelle intermédiaire des hiérarchies et du pouvoir : le producteur de base, aujourd'hui, est l'ingénieur et non pas l'employé ou l'ouvrier. Il y a une réelle évolution des formes de travail des classes moyennes et de leur place dans l'économie en cours, et il manque de recherches à ce sujet.

> De plus, c'est bien de savoir qui habite avec qui, mais ça en suffit pas. Aujourd'hui, il faut savoir comment ça se passe ; l'approche qualitative est indispensable dans les quartiers moyens-mélangés.

> Il faut aussi accepter la **diversité des classes moyennes** : on ne peut pas globaliser en catégories supérieures et catégories moyennes. Même si les modèles de management tendent à s'imposer, il subsiste une diversité des modes de travail, de production... Attention, ne pas déduire du fonctionnement de l'entreprise des analyses qui ne marchent pas pour le public. Notamment, les rares cas de critique de la mixité et d'évitement sont le fait des cadres d'entreprise. On ne peut assimiler public et privé.

¹ Ceci invalide un peu la méthode de travail de Chauvel dans *Les classes moyennes à la dérive* et sa définition des classes moyennes seulement par le revenu.

> Il travaille en ce moment avec Marco Oberti sur les quartiers moyens mélangés, à partir d'entretiens avec des classes moyennes moyennes (~ professions intermédiaires). Cette étude confirme l'importante diversité des classes moyennes. Elle remet en cause les analyses en termes de distinction par rapport aux catégories directement inférieures inspirées par un schème à la Veblen-Bourdieu (type : « on ne comprend rien hors de la distinction et de l'effort social pour se distinguer des catégories juste en dessous » cf Eric Maurin) : il y a beaucoup de ménages interrogés qui ont une représentation positive du populaire liée à leur propre trajectoire sociale : trajectoire de mobilité personnelle et liens sociaux avec ce milieu – avec des différences dans les pratiques, mais pas en cherchant à s'en éloigner. Sauf les catégories moyennes supérieures des entreprises. C'est probablement d'autant plus vrai aujourd'hui que la composition des classes moyennes en termes d'origines sociales et de positions s'est ouverte : les origines populaires et d'ouvriers qualifiés ont beaucoup augmenté au sein des classes moyennes – plus que les individus en trajectoire descendante.

Questions :

Anaïs Collet : Savez-vous précisément comment est construite la CS 35 « profession de l'information, des arts et du spectacle » ? Je sais juste qu'elle est apparue avec la réforme de 1982, et qu'elle fut classée dans les CS supérieures notamment en raison de l'origine sociale de ses membres. Et avez-vous une idée des ressorts de son comportement résidentiel particulier ?

EDMOND PRÉTECEILLE : La résidence est liée dans cette catégorie 35 aux réseaux sociaux et aux sociabilités privées qui aident pour trouver du travail ; catégorie très particulière, qu'on ne peut généraliser.

Hélène Steinmetz : pourquoi avez-vous utilisé l'échelle de l'IRIS ?

EDMOND PRÉTECEILLE : compromis empirique assez satisfaisant. Avant il travaillait au niveau des communes ce qui ne permettait pas de distinguer les quartiers très différenciés d'une même commune et mettait en comparaison des communes de tailles très différentes. Quelques IRIS ont 4000 à 5000 individus, mais il y a aussi des IRIS très petits (pour les plus petites communes, l'IRIS est la commune entière), importants pas en nombre d'habitants mais parce qu'ils représentent des enjeux importants (commune périurbaines). Et on ne peut pas avoir des données très fines (type CS en 31 postes) à une échelle plus petite car traitement au 1/4.

Pour 90, il existe une table de passage des îlots aux IRIS.

La CNIL refuse de délivrer les nationalités à l'échelle de l'IRIS – les donne seulement au TRIRIS (environ 5000 habitants).

L'échelle de la commune sous-estime les divisions sociales à l'échelle du quartier.

Critique du travail d'Eric Maurin : son unité spatiale de référence est l'unité de voisinage de 50 logements (soit un gros immeuble) ; or dans les quartiers mélangés, le tissu urbain est composé d'immeubles homogènes aux profils variés...

Pierre Gilbert : l'étude se situe-t-elle à l'échelle des individus ou celle des ménages ?

EDMOND PRÉTECEILLE : Travail à l'échelle de l'individu puisque tous les actifs sont pris en compte. Il a pu observer que les femmes ont plutôt tendance à habiter dans des quartiers juste au-dessus de leur appartenance sociale, ce qui confirme la tendance à l'hypergamie des femmes. (Tabard avait travaillé seulement sur les hommes chefs de ménage. Rhein a élaboré pour l'Ile-de-France une typologie des ménages à partir des CS des deux membres du ménage – mais perd en finesse sur les CS.)

Loïc Bonneval : pourquoi ne pas prendre en compte l'âge ?

EDMOND PRÉTECEILLE : trop compliqué à faire (multiplier les variables) mais serait intéressant. En effet, la dynamique de mobilité résidentielle est fortement liée à la position dans le cycle de vie, et c'est un des facteurs de la spécialisation urbaine.

Anaïs Collet : quelles sont les différences internes aux classes moyennes ? Peut-on les synthétiser ?

EDMOND PRÉTECEILLE : Il existe dans la typologie 6 types M assez différents. Un type très spécifique est marqué par la sur-représentation des professions des arts et spectacles et des ouvriers : on le trouve presque exclusivement dans la banlieue proche (Montreuil) et dans le quart NE de Paris. C'est un type *très spécifique*.

Pour schématiser les sous-catégories au sein des classes moyennes :

- les professions artistiques – mais appartiennent-elles aux classes moyennes ?
- grosse différence public / privé : les professions techniques du privé sont plus banlieusardes ; les cadres administratifs, cadres d'entreprise, profession libérales sont plus proches du centre ; globalement, les salariés du public sont plus centraux
- si on croisait avec l'âge, on verrait probablement se distinguer les lotissements de deuxième couronne d'accession à la propriété : un peu moins mélangés et un peu plus moyens

Jean-Yves Authier :

- On peut établir un lien entre les modes d'approche des classes moyennes et le contexte socio-historique : les classes moyennes sont apparues comme un objet scientifique au moment même où apparaissent des travaux se focalisant sur le locale – et pas sur des enjeux nationaux (typique : l'OCS et son projet de sortie du marxisme). Dans quelle mesure aujourd'hui la question des classes moyennes réapparaît-elle à un niveau qui n'est plus localisé ?
- Sur la dualisation : elle est associée au débat sur la ville globale, mais elle le dépasse : il y a eu beaucoup de travaux qui n'étaient pas liés au modèle de la ville globale et qui ont alimenté la thèse de la dualisation (Touraine et Dubet par exemple).
- Il faudrait prendre en compte d'autres variables que les PCS détaillées, comme l'âge et la structure des ménages (la PCS ne peut pas tout expliquer). Peut-on faire autrement que de croiser les variables ? Par exemple, tenter une géographie sociale en superposant des « cartes » sociales avec d'autres variables que les PCS comme l'âge, la structure des ménages... (ceci notamment dans l'optique de comparaisons internationales où l'âge et la structure des ménages sont des variables davantage utilisées)
- question de l'approche évolutive, temporelle : les unités (de population, d'espaces) peuvent-elles être les mêmes à deux dates ? Quand la configuration change (la répartition de chaque type dans la ville), est-ce que l'unité a toujours le même sens ?

EDMOND PRÉTECEILLE : la question de l'évolution constitue un vrai problème. Généralement, l'évolution de la structure urbaine est plutôt lente – en tous cas entre deux RP l'évolution se fait dans la nuance. A Paris, il y a une certaine continuité des espaces valorisés par chaque classe, contrairement à New York, les villes américaines ou Athènes (abandon du centre vers les banlieues résidentielles des classes supérieures – cf T. Maloutas).

Les espaces supérieurs s'étendent par contact : la transformation est lente quand le quartier proche est moyen, rapide quand le quartier proche est populaire.

4. Exposé de Catherine Bidou-Zachariassen :

Elle a commencé en travaillant sur des contrats urbains au sein d'un réseau « modes de vie », orienté anthropologie, qu'elle avait contribué à mettre en place. Elle se demandait ce qui émergeait à l'époque comme phénomène social, et c'étaient les classes moyennes. L'objet « classes moyennes » s'est alors imposé à eux. Le réseau est donc devenu un réseau « classes moyennes ».

Mais pourquoi l'urbain ? L'objet s'est imposé car les classes moyennes se sont avérées être souvent des militants locaux.

La littérature sociologique française de l'époque était toujours dans le schème du dualisme de classe : les classes moyennes étaient vues soit comme « la pointe des classes populaires » soit comme des « petits bourgeois dominés ». Ces analyses nient une autonomie et une existence sociale aux classes moyennes. Or ce ne sont ni des ouvriers, ni des bourgeois. Ils ont donc trouvé davantage de textes dans la littérature étatsunienne. Notamment, textes des Ehrenreich (cf Dagnaud, « La classe d'alternative ») sur une « new class » composée d'individus qui « roulent pour eux », qui ne sont pas aliénés, ont leurs propres intérêts même s'ils ne se perçoivent pas comme une classe au sens marxiste. Aux Etats-Unis, les classes moyennes supérieures correspondaient aux nouvelles professions formées dans les universités.

Ils ont donc regardé l'évolution de la population française par CSP et ont constaté que c'étaient les cadres supérieures et les cadres moyens du secteur public qui avaient le plus augmenté. Le développement de l'Etat providence avait entraîné la croissance de professions « nouvelles » (culture) ou « renouvelées » (pour les enseignants ou les infirmières : pas des nouvelles professions, mais dans un nouveau contexte, donc avec un nouveau contenu social).

Chaque membre du réseau avait sa propre entrée, notamment par profession. CATHERINE BIDOUD avait choisi de travailler sur le secteur public, caractérisé par des revenus très différents du privé et l'existence sociologique d'un « milieu », avec une entrée urbaine. Elle avait alors regroupé les cadres supérieurs et les cadres moyens car, au niveau du ménage, il était difficile de délier les deux (souvent les deux cohabitent dans un même couple : ex d'un homme professeur du secondaire et d'une femme institutrice). Elle a ainsi repéré des CSP fines bien précises. Les comportements résidentiels apparaissaient très spécifiques mais CATHERINE BIDOUD a tenu à travailler aussi sur la sphère du travail. Elle a donc travaillé sur deux types d'espace :

- les centres dégradés comme Aligre-le faubourg Saint Antoine (début de la gentrification de la Bastille, c'est sa lecture ex-post)
- le village péri-urbain qui s'oppose au lotissement, avec des maisons à récupérer, avec un coeur de village traditionnel, ancien et charmant (terrains étudiés : un à proximité de Montpellier, un près de Blois et un autre près de Brest)

Elle a voulu montrer l'homologie existant entre les rapports au travail, les représentations du monde et les valeurs et enfin les pratiques résidentielles. Dans leur travail, ils étaient des « spécialistes de l'humain » (éducation, santé, ...). Dans leurs rapports à l'espace : dans le périurbain, ils ont vite pu être des acteurs locaux car les villages étaient vieillissants et en perte de vitesse ; elle a donc observé un investissement politique de ces catégories et une prise de pouvoir au niveau local (aux municipales de 1977 notamment). A Paris en revanche, ces catégories sont plutôt dominées politiquement. Dans des quartiers ouvriers et artisans, ils développent une vie associative, mais n'ont pas de place dans la municipalité. Il y a plutôt eu un travail d'acquisition de capital symbolique comme acteurs locaux mais cela s'est fait lentement, si bien qu'ils sont arrivés au pouvoir seulement en 2001.

>> *Les aventuriers du quotidien.*(1985)

A l'époque, elle ne connaissait pas le terme « gentrification ». Son entrée était davantage celle

des classes moyennes, et plus précisément des « nouvelles classes moyennes salariées » avec l'envie d'étudier d'autres briques du puzzle (les cadres du privé par exemple). Mais au cours des années 1980-90, a émergé une mode de la moyennisation généralisée de la société (cf Mendras et groupe Louis Dirn). Mais ils confondaient tertiarisation et moyennisation. Et finalement cela débouchait sur une vision atomiste : par exemple pour Touraine, l'axe de la société s'est renversé, d'un axe vertical de domination on est passé à un axe horizontal d'exclusion / inclusion : il n'y a plus de classes, il y a les inclus et les exclus ; il n'y a plus d'exploitation mais de l'exclusion. Du coup, en raison de cette « mode », elle et son groupe n'ont pas fait école (« ça a fait plouf! »). Par conséquent, elle a plutôt continué à travailler sur la ville.

Elle a alors décroché un contrat sur Amiens sur les acteurs des politiques locales, qui sont des membres des classes moyennes, et qui vont mettre en œuvre à Saint Leu leurs représentations du monde. Il y avait eu dans les années 70 un petit peu de gentrification spontanée dans ce quartier avec la mouvance alternative, associative, les communautés, les étudiants... gens qui se sont retrouvés à la mairie quelques temps après et ont lancé la réhabilitation de ce quartier ouvrier. Par une entrée « quartier » plutôt que « classes moyennes », elle est alors retombée sur des classes moyennes du public proches de celles étudiées à Paris (des étudiants, des petits ménages avant enfant s, la proximité de l'université orientait un peu les profils). Au début des années 1990s, elle découvre les écrits de Ruth Glass et de John Urry ; et elle écrit dans la Revue Française de Sociologie un article sur les rapports entre classes populaires et classes moyennes dans Saint Leu en utilisant le terme « gentrification ».

Elle a ensuite travaillé sur Proust : elle a étudié le modèle d'inversion des hiérarchies et des élites et d'émergence d'une nouvelles bourgeoisie (dans *la Recherche*). Elle identifie chez Proust un modèle où les classes moyennes étaient émergentes avec des pratiques différentes des classes supérieures et non mimétiques. Elles ont eu un pouvoir économique, puis politique et enfin social à la veille de 1914. Elles se sont construites en autonomie comme une nouvelle classe intellectuelle : importance croissante des diplômes, invention de l'art nouveau, invention de la figure de l'intellectuel (notamment avec l'affaire Dreyfus) : ce sont des inventions de toutes pièces, à l'inverse des valeurs aristocratiques. Cf *Proust sociologue* et un article dans *Espaces et sociétés* : a étudié les trajectoires résidentielles de certains personnages ; l'espace urbain chez Proust est utilisé pour conforter des trajectoires ascendantes ; groupe qui a construit l'espace urbain comme ressource sociale. Le plus important : la stratégie de qualité sociale de leurs salons sans aucun mimétisme de l'aristocratie. Proust l'a beaucoup aidée à avoir un modèle d'analyse sur l'autonomie sociale de ces couches, basée sur des savoirs.

Elle a continué en écrivant plusieurs articles sur les couches moyennes, des articles théoriques, et puis elle est retournée à l'urbain. Autour de 2000, elle s'intéresse à la gentrification et coordonne *Retours en ville* (2003). Pour reprendre ses investigations de terrain, elle a cherché l'Aligre du début du 21e siècle. Trente ans après les nouvelles couches moyennes du secteur public en trajectoire ascendante, avec un travail sûr, avec des origines variées, assez bien assis professionnellement mais avec des identités professionnelles assez floues, avec des pratique de réhabilitation, de militantisme local, de sociabilités locales... qu'est-ce que ce serait aujourd'hui ? Elle a commencé à travailler sur Sainte Marthe. C'était pour elle avant tout une entrée spatiale et non socioprofessionnelle mais les classes moyennes sont réapparues dans l'étude de l'ensemble de la population. Elle y a trouvé beaucoup de professions liées aux professions du spectacle, très précaires.

Sainte Marthe est une ancienne cité ouvrière avec de nombreux ateliers et des cours communes, et très peu de propriétaires. Le propriétaire principal a encouragé l'installation d'artistes résidant sur place pour enrayer la dégradation du quartier : c'était presque une

opération de politique de peuplement de la part du bailleur. Puis ça a été renforcé par une OPAH. CATHERINE BIDOUD y retrouve des pratiques habitantes : la réhabilitation, les réseaux d'entraide. La nouveauté par rapport à Aligre réside dans la précarité des situations professionnelles rencontrées ; est-ce parce que les couches moyennes se sont précarisées ? A Aligre, les classes moyennes rencontrées avaient une certaine stabilité de l'emploi (professions du public), et les intermittents d'il y a 30 ans n'étaient pas à Aligre. Les conditions de travail et la structure de l'emploi se sont détériorées depuis.

A Sainte Marthe, notamment en raison de la précarité des emplois rencontrés et des caractéristiques particulières des professions du spectacle, le résidentiel a un impact fort sur le professionnel en raison des réseaux de sociabilité ; mélange complet du résidentiel et du professionnel. Elle observe aussi l'existence d'une certaine coopération entre les immigrés et couches populaires habitant dans le quartier et ces classes moyennes. Elle évoque plusieurs cas de membres des couches populaires, artisans, qui se sont intégrés dans des réseaux locaux de sociabilité et de militantisme, ce qui leur a offert des opportunités professionnelles. Le quartier, la sociabilité locale représentent un filet de protection contre la précarité.

Questions :

Anaïs Collet : pourquoi le choix de Ste Marthe?

CATHERINE BIDOUD : Choix pas très scientifique : elle a visité le quartier et ça lui a fait penser à...Elle a ensuite étudié les différents recensements et a été intéressée par l'unité locale représentée par l'existence d'un propriétaire quasi unique.

Anaïs Collet : vous travaillez sur des personnes de classes moyennes mais exerçant dans des professions plus précaires : où sont passés les cadres du public? qui sont ceux qui ont des revenus réguliers, pourquoi viennent-ils là ?

CATHERINE BIDOUD : il n'y a pas que des précaires à Ste Marthe, y a aussi des jeunes en 1ère étape résidentielle. On vient là pour l'entrée dans la vie adulte ou la primo-accession.

Quant aux précaires, quelles perspectives ont-ils ? le quartier apparaît comme un des seuls endroits où se constituer une stabilité résidentielle.

Anaïs Collet : avez-vous affaire à des professions renouvelées dans le domaine du spectacle ? Est-ce qu'aujourd'hui les professions que vous avez rencontrées à Sainte Marthe pourraient correspondre aux « nouvelles professions » d'aujourd'hui ?

CATHERINE BIDOUD : le développement de technologies de l'image et du son a pu permettre un développement des professions artistiques. Les professions de l'audiovisuel et liées aux technologies numériques se sont récemment développées, ce sont des nouvelles professions très peu codifiées, avec des statuts complexes et des espaces nouveaux (liés à Internet)..

En leur sein, on peut distinguer deux univers différents dans leur rapport au temps de travail : d'une part, les métiers des arts, du spectacle et de journalisme : l'emploi s'y est énormément développé mais sous forme d'emplois précaires > ils ont du temps à investir dans le « travail de gentrification ». D'autre part, les professions d'Internet et du multimédia, où les rythmes de travail sont beaucoup plus soutenus > eux n'ont pas le temps pour le « travail de gentrification ». Mais dans les deux cas, ces professions sont très liées au secteur public.

Anaïs Collet : pourquoi parlez-vous de « travail de gentrification » ?

CATHERINE BIDOUD : Le mot est presque utilisable au sens premier : il s'agit d'un travail social et d'un travail physique, avec constitution d'un capital économique et d'un capital social et symbolique. Cela permet à certains d'éviter la très grande précarité : filet de sécurité économique et psychologique + réseau social d'entraide = les fonctions du village...

Jean-Yves Authier :

- Articulation professionnel / résidentiel : attention à ne pas généraliser : il y a des recouvrements, des imbrications, il y a aussi pour d'autres une séparation nette entre vie dans le quartier et travail
- Attention à la construction des échantillons sur le terrain : quand les entretiens ont été obtenus par des réseaux de sociabilité, on tombe nécessairement sur des réseaux de sociabilité forts ; idem pour le militantisme : beaucoup de gentrifieurs ne sont pas dans des réseaux militants
- Différence entre un militantisme localisé et un militantisme à enjeu local. 1970's : l'enjeu était le devenir du quartier et le pouvoir local. Aujourd'hui il existe un militantisme localisé avec des enjeux plus larges que l'échelle locale. Exemple des AMAP (Association pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne : associations localisées mettant directement en relation des producteurs agricoles et des consommateurs). Il y a bien une dimension collective et le militantisme met en réseau les gentrifieurs, mais le quartier n'est pas un enjeu, il n'est pas en jeu (cf le Bas des Pentès : n'est plus un enjeu comme il l'était à une époque)
- profession et activité : comment classe-t-on les cas de double activité entre une profession alimentaire et une activité artistique? et qu'est-ce qui définit leur identité sociale et leur choix résidentiel ?
- Quels sont les éléments qui permettent de différencier les classes moyennes gentrifieuses et les autres classes moyennes? propriétés sociales, trajectoire ? quel profil sociologique?

CATHERINE BIDOU : faut réintroduire la trajectoire sociale des individus. Ceux en trajectoire descendante n'iraient pas habiter ces quartiers...

Pour CATHERINE BIDOU, ces gentrifieurs se réparent : « ils réparent le quartier, ils se réparent et réparent leur trajectoire sociale ».

Colin Giraud : utilisez-vous la notion de « gentrification marginale » ?

CATHERINE BIDOU : dirait plutôt « émergente »

EDMOND PRÉTECEILLE : a essayé d'identifier les différents types de gentrification en Ile-de-France : cf article Environment & Planning : identification des différents types de changement social et d'espaces > on ne peut pas parler d'une gentrification ; il existe une diversité autant au niveau des profils de gens qu'au niveau des espaces (pas les mêmes profils selon les conjonctures locales : 17^{ème} / Goutte d'Or). Pour aller au-delà de cette limite des stats, terrain pour voir les trajectoires.

Remarque de Jean-Yves Authier : dans cette séance sur les classes moyennes, on a interrogé « moyennes », « nouvelles », « salariées », mais pas « classes »... Y a-t-il identité de classe ? y a-t-il auto perception / conscience de classe ?

Sur les classes moyennes :

- BIDOU-ZACHARIASEN Catherine, « Les classes moyennes : définitions, travaux et controverses », *Education et sociétés*, n°14, 2004-2, pp. 119-134
- BIDOU-ZACHARIASEN Catherine, 2000, « A propos de la « service class » : les classes moyennes dans la sociologie britannique », *Revue Française de Sociologie* insrsid14900279 , vol.4, n° 4, pp. 777-796
- BUTLER Tim, 2003, « La classe moyenne à Londres », *Les Annales de la recherche urbaine*, n° 93, pp. 141-148
- BUTLER Tim, ROBSON Gary, 2003, *London calling : the middle classes and the making of inner London*, Berg, Oxford
- BUTLER Tim , SAVAGE Mike, 1995, *Social change and the middle classes*, UCL Press, Londres
- Carnets de bord*, 2005, « Sur les classes moyennes », n° 10, décembre
- COLLECTIF, 2003, « Portrait social des classes moyennes », *Informations sociales*, CNAF, n°106
- DAGNAUD Monique, 1981, « La classe d'alternative », *Sociologie du travail*, n° 4
- HALBWACHS Maurice, 1939, *Inventaires III. Les classes moyennes*, Félix Alcan, Paris
- MAURIN Eric, 2002, « Les classes moyennes : un destin social incertain et métissé », *14900279 Informations sociales*, n° 106, pp. 5-12
- OBERTI Marco, PRETECEILLE Edmond, 2004, « Les classes moyennes et la ségrégation », *Educations et Sociétés*, n°14, 2004-2, pp. 135-154
- Sociétés contemporaines*, 2002, n° 45-46 consacré aux catégories sociales
- VAN ZANTEN Agnès, 2003, « Les classes moyennes et la mixité scolaire », *Les Annales de la recherche urbaine*, n° 93, pp. 131-140
- VAN ZANTEN Agnès, 2003, « La mobilisation stratégique et politique des savoirs sur le social : le cas des parents d'élèves des classes moyennes », *Education et sociétés*, n° 9, pp. 39-52